**Benoît GRIMONPREZ**

**Professeur à l’Université de Poitiers, section 01**

**UFR Droit**

**CECOJI EA7353**

**43 ans**

****

**THEMATIQUES DE RECHERCHES**

- La transition écologique de l’agriculture

- L’agriculture à l’épreuve du changement climatique

- La relocalisation des politiques alimentaires

- Le statut juridique des biens de la nature (eau, biodiversité, infrastructures écologiques…)

**FORMATION UNIVERSITAIRE**

- Professeur à l’Université de Poitiers (sept. 2019) – Codirecteur de l’Institut de droit rural

- Professeur à l’Université de Bourgogne (sept. 2016)

- Attributaire de la prime d’encadrement doctoral et de recherche (PEDR) (2015)

- Habilitation à diriger des recherches (thème : « droit des biens, droit rural, droit de l'environnement ») (2013)

- Maître de conférences à l’Université de Poitiers (2013-2016)

- Maître de conférences à l’Université de Franche-Comté (2006-2013)

- Doctorat en droit, thèse « L'exigibilité en droit des contrats », mention très honorable et les félicitations du jury (2005).

- ATER à l’Université de Poitiers (2003-2006)

**EXPERIENCE PROFESSIONNELLE**

* **Enseignements**

Licence : Droit des contrats spéciaux ; procédure civile ; droit des biens ; droit des sociétés ; droit des obligations

Master : droit rural ; droit de l’environnement ; droit de l’eau ; droit des contrats ; droit bancaire

Université numérique juridique francophone (UNJF) : cours de droit rural

Université Ain Shams du Caire (Egypte) : droit des affaires (depuis 2010)

Diplôme supérieur du notariat : droit rural et droit de l’environnement

Centre de formation professionnelle notariale : droit rural

* **Fonctions administratives**

- Directeur de l’Institut de droit rural de la faculté de droit de Poitiers (2013-2016)

- Co-directeur du master 2 « Droit de l’activité agricole et de l’espace rural » (2013-2016)

- Co-directeur du master 2 « Juriste d'entreprise » de l’Université de Franche-Comté (2009-2013)

- Responsable de la licence droit à l’UFR STGI (Belfort) (2007-2010)

- Membre élu à la Commission Recherche (Université de Poitiers) (2016)

- Membre élu à la Commission d’expertise scientifique de la faculté de droit de Poitiers (2013-2016)

- Membre de comités de sélection

* **Autres responsabilités et missions**

- Expert auprès de l’Agence nationale pour la recherche (ANR)

- Directeur scientifique du JurisClasseur Baux ruraux

- Expert en droit rural auprès du CRIDON de Lyon (depuis 2011)

- Président de l’Association française de droit rural Centre ouest

- Conseiller scientifique auprès de l’Association française de l’agriculture urbaine professionnelle (AFAUP)

- Expert auprès du ministère de l’environnement (Guide des obligations réelles environnementales)

- Expert auprès de la revue Natures Sciences Société

- Responsable de chroniques au Dictionnaire Permanent Entreprise Agricole.

- Membre du jury de spécialisation de la profession d’avocat : spécialité « droit rural »

- Audition et conseil pour la Mission commune d’information parlementaire sur le foncier agricole

* **Encadrement de thèses**

- Elisabeth Brioude, « Maîtrise foncière et d'usage de l'espace rural », Université de Poitiers, sept. 2014.

- Hawa Sy, « L’application du droit de la concurrence dans le secteur agricole en France et au Sénégal », Université de Poitiers, sept. 2019.

- Inès Bouchema, « Du développement durable à la transition écologique : le cas des pesticides », Université de Poitiers, sept. 2019.

**PRODUCTION SCIENTIFIQUE**

* **Ouvrages individuels**

- *Le droit de l’eau en milieu rural. Précis de droit agroécologique*, à paraître Ed. La France Agricole, 2021.

- *Le droit de préemption de la SAFER*, LexisNexis, 2016 : manuel universitaire et pratique, 240 pages.

- *De l’exigibilité en droit des contrats*, Thèse, LGDJ, Collection de la Faculté de droit de Poitiers, 2006.

* **Ouvrages co-écrits**

- B. Grimonprez, C. Hermon et I. Doussan, *Production agricole et droit de l’environnement*, LexisNexis 2020.

- B. Grimonprez, P. Blanc et D. Potier, *La terre en commun. Plaidoyer pour une justice foncière*, Fondation Jean Jaurès et Planet A, 2019 : essai, 95 pages.

- B. Grimonprez et H. Bosse-Platière, *Guide de l’agriculture et de la forêt*, avec la collaboration de B. Travely et F. Collard, LexisNexis, 2018 : traité théorique et pratique, 1260 pages.

- Avec H. Bosse-Platière, F. Collard, T. Tauran et B. Travely, *Droit rural : Entreprise agricole, Espace rural, Marché agricole*, LexisNexis, 2013.

* **Directions d’ouvrages**

*- Les accessoires de l’immeuble*, avec C. Coutant Lapalus, n° spécial La Semaine juridique Notariale et immobilière, nov. 2018, n° 1334-1342.

*- La réforme du droit foncier rural : demander l’impossible,* LexisNexis, 2018.

- *Le droit des biens au service de la transition écologique*, Dalloz, Thèmes et commentaires, 2018.

- *Agriculture et ville : vers de nouvelles relations juridiques,* (avec D. Rochard), LGDJ, janvier 2016.

* **Articles**

- Avec I. Bouchema, « Réintroduction des néonicotinoïdes dans l’environnement : la nécessité fait-elle loi ? », Droit de l’environnement, janv. 2021, p. 9 : 32000 signes.

- « Le foncier agricole, à la croisée des autres usages », Etudes foncières n° 177, 2020, p. 8 : 18 000 signes.

- « Usages agricoles de l’eau : l’apologie juridique des communs », RD rur. 2020, Etudes 32 : 35000 signes.

- « Statut des baux ruraux : reculer pour mieux réformer », Dict. perm. Entr. agr., Bull. Sept. 2020, p. 1 : 22000 signes.

- Avec I. Bouchema, « Pesticides et riverains : l’impossible conciliation ? », JCP éd. G, Etude 174 et RD rur. 2020, Etude 3.

- « Le stockage agricole de l’eau : l’adaptation idéale au changement climatique ? », Revue juridique de l’Environnement 2019/4, p. 751.

- « L’agriculture urbaine : une agriculture juridiquement comme les autres ? », RD rur. 2019, Etude 18.

- Avec A. De Lombardon), « Les freins juridiques à la transition agro-écologique », Revue Pour 2018/2, p. 279.

- Dossier spécial, « Présentation de la loi « Egalim » », Dict. perm. Entr. agr., décembre 2018.

- Avec N. Brangier, « La SCIC : une structure originale pour une agriculture innovante », Dict. perm. Entr. agr., Bull. oct. 2018, p. 1.

- Avec H. De Ferrière, « Le travail agricole à façon : des tribulations à la régulation », Dict. perm. Entr. agr., Bull. sept. 2018, p. 1.

- « La concentration des terres agricoles dans le collimateur de l’Union européenne », Dict. perm. Entr. agr., Bull. févr. 2018, p. 6.

- « Réparer le vivant : éthique de la compensation », Revue juridique de l’environnement vol. 42/4, 2017, p. 681.

- « La transmission de l’entreprise agricole en société », Dr. et Patr. n° 272, sept. 2017.

- « Semences agricoles : la tragédie d’un bien commun », RD rur. 2017, Etude 31.

- « Nouvelle utopie foncière : pour une autre régulation de la maîtrise du foncier », RD rur. 2017, Etude 11.

- « La transmission de l’exploitation agricole à l’épreuve des obligations environnementales », JCP éd. N 2017, 1141.

- « Le bail rural étreint par le contrôle administratif des structures », Solutions notaires hebdo, n° 2, 21 sept. 2017.

- « L’incidence du droit commun sur le droit spécial des baux ruraux » : colloque Les 70 ans du statut du fermage, Mâcon 17 juin 2016, in RD rur., janv. 2017, Dossier 4.

- « SAFER et sociétés : trois mariages et un enterrement », Dict. perm. Entr. agr. 2017, Bull. n° 506, avril 2017 p. 1.

- « Etude d’impact sur l’agriculture de la loi « biodiversité », RD rur., janv. 2017, Etude 1.

- « La compensation écologique d’après la loi biodiversité », Dr. et Patr., nov. 2016, p. 22.

- Avec H. Bosse-Platière, « La cession du bail rural transfigurée par la réforme du droit des contrats », JCP éd. N 2016, 1295.

- Avec N. Reboul-Maupin, « L’obligation réelle environnementale : chronique d’une naissance annoncée », D. 2016, p. 2074.

- Avec S. De Los Angeles, « L’ère nouvelle des autorisations de plantation », Dict. perm. Entr. agr., Bull. janv. 2016, p. 1.

- « Les prises de participation sociétaire dans la lumière du contrôle des structures », Dictionnaire permanent Entreprise agricole, Bull. déc. 2015, p. 1.

- « Contrôle des structures des exploitations agricoles : l’avenir conté par le menu », Dictionnaire permanent Entreprise agricole, Bull. septembre 2015, p. 1.

- « Petite théorie des copreneurs à bail rural », Rép. Defrénois nov. 2015, p. 1113, Colloque Rennes, 5 avr. 2015.

- « La fonction environnementale de la propriété », RTD civ. 2015/3, p. 539.

- « La transition agro-écologique », RD rur. nov. 2015, Dossier n° 25, Rapport de synthèse du colloque de l’Institut international des vins de Champagne, 4 déc. 2014.

- « L’avenir des structures d’exploitation. A propos de la loi d’avenir pour l’agriculture du 13 octobre 2014 », Revue Droit et ville janv. 2015, n° 78, Colloque Toulouse, 27 juin 2014.

- « Le notaire et le contrôle des structures : l’appel du devoir », Rép. Defrénois 30 août 2014, n° 15-16, p. 811, Colloque Rennes, 4 avr. 2014.

- « La coexploitation agricole », in Mélanges R. Le Guidec, LexisNexis, 2014, p. 673.

- « L’indivisibilité du bail rural », *RD* rur. 2013, Etude 15.

- « L'accès au juge des associations de protection de la nature », in *L'accès au juge*, Bruylant, 2013, p. 292.

- « Préservation des milieux naturels », in *Sécuriser des engagements environnementaux*, Ministère de l'écologie, Commissariat général au développement durable, Etudes et documents, n° 82, avr. 2013, p. 7.

- « Le voisinage à l'aune de l'environnement », in *Variations sur le thème du voisinage*, PUAM, 2012, p. 141.

- « Contrats et servitudes : instruments de protection des espaces naturels et agricoles », Droit et Patrimoine juillet-août 2012, p. 56, Colloque du Conseil supérieur du Notariat, Paris, 30 janv. 2012.

- « Semences de ferme : l'agriculteur face aux droits de propriété intellectuelle », in *La protection juridique du végétal et ses enjeux économiques*, Economica, 2012, p. 227, Colloque Angers, 17 nov. 2011.

- « La résiliation judiciaire des baux ruraux », Droit et Procédures, déc. 2012, p. 62, Colloque Poitiers, 8 juin 2012.

- « Les fermes solaires ou éoliennes en milieu rural », Env. et dév. durable 2011, Dossier, n° 4, Colloque Corte, 28 mai 2010.

- « Relations commerciales agricoles : l'aube de la contractualisation », *JCP éd. E*, 2010, 1771.

- « La vulnérabilité des distributeurs intégrés », in *Le droit à l'épreuve de la vulnérabilité*, Bruylant, 2010, p. 217.

- « La cession de l'énergie photovoltaïque », in *Agriculture et photovoltaïque : un droit entre ombre et lumière*, Coll. de la faculté de droit de Poitiers, 2010, p. 215, Colloque Poitiers, 4 et 5 févr. 2010.

- « Pour une responsabilité des sociétés mères du fait de leurs filiales », Revue des sociétés 2009, p. 715.

- « Le nouveau visage de la prescription en droit des affaires », Lamy Droit des affaires nov. 2009, p. 51.

- « La mort subite du contrat de coopération commerciale », Revue Contrat, Concurrence, Consommation 2009, Etude 1.

- « La part personnelle des servitudes réelles », Petites Affiches, 5 mars 2008, p. 6.

* **Chapitres d’ouvrages**

- « Droit privé des biens : pour de réels apports en nature », à paraître in *L’apport du droit privé à la protection de l’environnement*, Mare et Martin : acte de colloque, 33 000 signes.

- « La relocalisation des systèmes alimentaires : le levier du droit de l’entreprise », in La relocalisation des systèmes alimentaires : un défi pour le droit (dir. B. Grimonprez et R.-J. Aubin-Brouté), LGDJ, 2021, p. 71 : acte de colloque, 47 000 signes.

- « Le bien-être des animaux d’élevage : mythe ou réalité juridique ? », Université d’été de la faculté de droit de Poitiers 2019, à paraître in *Les animaux,* LGDJ, 2020.

- « Eau et agriculture : mariage sous le régime de la communauté », in *Les biens communs en agriculture*, LexisNexis, 2020, p. 83, actes de colloque.

- « Commentaire des livres V et VI », in Code rural et de la pêche maritime, (dir. H. Bosse-Platière), LexisNexis, édition 2020 (depuis l’édition 2014).

- « Le droit de propriété à l’ère du changement climatique » : colloque *Le changement climatique : quel rôle pour le droit privé ?*, Lyon, 2019, Dalloz, Thèmes et commentaires, 2019, p. 243.

- « La terre : un bien hors du commun », in *La réforme du droit foncier rural : demander l’impossible* (dir. B. Grimonprez), LexisNexis, 2018.

- « La réparation du dommage environnemental », in *La responsabilité environnementale*, Séminaire européen du GRERCA, Larcier, 2018, p. 335, actes de colloque.

- « Les accessoires naturels des fonds ruraux » : colloque *Les accessoires de l’immeuble*, Dijon, 6 avr. 2018, in RD rur. 2018, Etude 19 et JCP N 2018, 1336.

- « Les biens nature : précis de recomposition juridique », in *Le droit des biens au service de la transition écologique*, Dalloz, Thèmes et commentaires, 2018, p. 13, recherche collective.

- « Coopératives » et « Zones humides », in *Dictionnaire de la transition écologique*, Ed. Varennes, 2018, recherche collective.

- « La valorisation de l’exploitation agricole : totem et tabou », in Mélanges F. Collart-Dutilleul, Dalloz, 2017, p. 340.

- « Sol », « Semences », « Infrastructures agro-écologiques », « Troubles de voisinage », « Voisins », in *Dictionnaire des biens communs*, sous dir. de F. Orsi, M. Cornu et J. Rochfeld, PUF, 2017.

- « Vers un concept juridique d’agriculture de proximité », in *Agriculture et ville : vers de nouvelles relations juridiques*, LGDJ, Collection de la faculté de droit de Poitiers, 2016, p. 185, actes de colloque, 55 000 signes.

- « L’enseignement du droit rural au XXIème siècle », in *Mélanges F. Hervouët*, LGDJ, 2015, p. 585.

* **Rubriques d’encyclopédies**

- Rép. civ. Dalloz, V° *Prescription acquisitive*, 2018.

- Rép. civ. Dalloz, V° *Demeure*, 2017

- Rép. civ. Dalloz, V° *Bornage,* 2015*.*

- Rép. civ. Dalloz, V° *Superficie,* 2013.

- Rép. civ. Dalloz, V° *Clôture*, 2013.

- JurisClasseur Rural, V° *Bail emphytéotique.*

- JurisClasseur Rural, V° *Baux ruraux. Droit de préemption du preneur, Mise en œuvre*.

- JurisClasseur Rural, V° *Baux ruraux. Droit de préemption du preneur, champ d’application*.

- JurisClasseur Rural, V° *Baux ruraux. Droit au renouvellement du preneur*.

- JurisClasseur Rural, V° *Baux ruraux. Formation du bail*.

- JurisClasseur Rural, V° *Baux ruraux. Bail à métayage*.

- JurisClasseur Rural, V° *Bail à domaine congéable, bail à complant*.

- JurisClasseur Rural, V° *Baux ruraux. Calcul et paiement du fermage*.

- JurisClasseur Rural, V° *Baux ruraux, champ d’application du statut du fermage*.

- JurisClasseur Rural, V° *SAFER, Droit de préemption : objectifs, champ d'application*.

- JurisClasseur Rural, V° *Baux ruraux. La durée du bail.*

- JurisClasseur Rural, V° *L’exploitation agricole dans le statut du fermage*.

- JurisClasseur Rural, V° *L’exploitation agricole dans le droit rural*.

- JurisClasseur Rural, V° *Production et marchés, Contrats de vente de produits agricoles*.

- JurisClasseur Rural, V*° SAFER, Préemption : conditions d’exercice ; contentieux*.

- Dictionnaire permanent Entreprise agricole*,* V° *Contrôle des structures*.

- Dictionnaire permanent Entreprise agricole, V° *Energies renouvelables en agriculture*.

- Dictionnaire permanent Entreprise agricole, V° *Activités agricoles*.

* **Commentaires et notes de jurisprudence**

- Avec F. Terryn, « Pesticides : les enfants empoisonnés, les viticulteurs condamnés », Droit de l’environnement, févr. 2021, p. 82 : 27000 signes.

- « Responsabilité du producteur de pesticides : la dangerosité non signalée du produit est un vilain défaut », RD rur. 2020, comm. 10 : 28000 signes.

- Avec I. Bouchema, « Vendre ou prescrire des pesticides : quand il faut choisir », RD rur. 2020, comm. 195 : 21000 signes.

- « Bail rural et clause environnementale : le passé recomposé », Dict. perm. entr. agr. Bull. mai 2020, p. 1.

- « Protection des riverains des épandages de pesticides : il n’y a pas urgence », Droit de l’environnement juin 2020, p. 211.

- Avec I. Bouchema, « Exportation des produits phytosanitaires : un seul monde, une seule santé environnementale », RD rur. 2020, comm. 73.

- « Bien mal sous-loué profite au propriétaire », JCP éd. G 2019, 1051.

- « Utilisation des pesticides : la nécessaire protection du voisinage », RD rur. 2019, comm. 118.

- « SAFER : le temps de la rétrocession respectueux de la Constitution », Constitutions 2018, p. 251.

- « Présentation de la loi « Egalim » », Dossier Spécial, Dictionnaire permanent Entreprise agricole, décembre 2018.

- « Plantations installées par le preneur à bail : l’accession du bailleur en différé », JCP éd. N 2017, 1341.

- « Une SICA peut avoir le statut (fiscal) d’exploitant agricole », Dictionnaire permanent Entreprise agricole, Bull. oct. 2017, p. 1.

- « Le registre des actifs agricoles : une pierre à l’édifice du statut d’agriculteur ? », Dictionnaire permanent Entreprise agricole, Bull. mai 2017, p. 1.

- « La propriété remembrée sous l’égide de la SAFER », JCP éd. N 2017, 1117.

- « SAFER et sociétés : trois mariages et un enterrement », Dictionnaire permanent Entreprise agricole, Bull. avr. 2017, p. 1.

- « Le contrôle des structures passe l’examen du contrôle de légalité », Dictionnaire permanent Entreprise agricole, Bull. avr. 2017, p. 6.

- « Le droit au renouvellement du copreneur rural n’est pas négociable », JCP éd. N 2016, 1243.

- « Le couperet de l’âge du preneur dans le bail à long terme », JCP éd. N 2016, 1281.

- « Quand le droit de préemption de la SAFER se brise sur l’économie du contrat », JCP éd. N 2016, 1312.

- « Quand l’indivisibilité chassait la préemption », RD rur. 2016, comm. 44.

- « Que le quota betteravier est attaché au fonds rural », RD rur. 2016, comm. 40.

- « SAFER : mal déclarer n’est pas vendre », JCP N 2015, 1223.

- « SAFER : la vente meurt, la préemption demeure », RD rur. 2015, comm. 182.

- « Fromage fermier : affinage exclusivement à la ferme », Dictionnaire permanent Entreprise agricole, Bull. juin 2015, p. 1.

- « Agro-écologie : acte I, scène I », RD rur. 2015, alertes, 73.

- « Transmission du bail rural : le régime de la déclaration préalable hors-jeu », JCP N 2015, 1153.

- « Développement agricole : négocier le virage agro-écologique », RD rur. 2014, alertes, 125.

- « L’arbre ne fait pas partie de l’environnement », RD rur. 2014, comm. 224.

- « Le principe de précaution vole au secours des abeilles », Dictionnaire permanent Entreprise agricole, Bull. sept. 2014, p. 23.

- « Tarifs d’achat de l’éolien : un air de déjà vu », Dictionnaire permanent Entreprise agricole, Bull. sept. 2014, p. 19.

- « Installations énergétiques classées : des procédures plus simples et plus souples », Dictionnaire permanent Entreprise agricole, Bull. mai 2014, p. 1.

- « Coups d’épées dans l’eau », RD rur. 2013, alertes 113.

- « La méthanisation agricole dans les plans du gouvernement », Dictionnaire permanent Entreprise agricole, Bull. avril 2013, p. 1.

- « La rémunération des quotas laitiers est un pas-de-porte illicite », RTDI 2013/1, p. 67.

- « Contractualisation : deux ans plus tard », RD rur. 2012, alertes, 140.

- « Statut du fermage : contre qui agir en répétition du « pas-de-porte » illicite ? », RTDI 2012/4, p. 65.

- « Infraction environnementale et préjudice moral des associations », Environnement et développement durable août-septembre 2011, comm. 96.

- « L'hébergement par une société civile agricole d'une activité commerciale », JCP N 2010, 1343.

- « Marques viticoles : on ne badine pas avec le terroir », Rec. Dalloz 2010, p. 299.

- « La marque n'est pas l'étiquetage », Bull. Dictionnaire permanent E*ntreprise agricole*, mars 2014.

- « A vos marques, prêts, pariez », Cah. dr. sport 2010, n° 20, p. 165.

- « Paris sportifs en ligne : sans contrefaçon ! », Cah. dr. sport 2010, n° 19, p. 106.

- « Nullité du TEG : la prescription diffère pour les crédits aux particuliers », Rec. Dalloz 2009, p. 2728.

- « Le gardien d'un refuge de montagne n'exploite pas de fonds de commerce de restauration », Cah. Dr. sport 2009 n° 16, p. 70.

- « L'arbre qui cache la forêt ou la sécurité aléatoire des activités sportives et de loisirs », Cah. dr. sport 2009 n° 15, p. 114.

- « Les notaires ne peuvent pas se prévaloir de la rupture de relations commerciales », Rép. Defrénois 2009, n° 38954.

- « Bail viticole : le fermage doit être administrativement correct », Rép. Defrénois 2009, n° 39039.

- « Salons de vins : on n'évince pas brutalement les vieux participants ! », Les Petites Affiches, 9 nov. 2009, p. 7.

- « De la concurrence entre associations sportives », Cah. dr. Sport 2008, n° 13, p. 122.

- « Qui notifie est moins bien garanti ! », Revue Lamy Droit des affaires, janv. 2008, p. 31.

- « L’expertise immobilière à l’heure du droit commercial », JCP éd. E 2008, 1011.

- « La disponibilité de la provision d’un chèque peut sauver son bénéficiaire de la cessation des paiements », JCP éd. E 2008, 1538.

- « La cessation des paiements caractéristique du passif exigible », Les Petites Affiches, 1er nov. 2007, p. 19.

*-* « A propos de la substitution de plusieurs attributaires dans le bénéfice d’une promesse de vente »*,* Rép. Defrénois, févr. 2006, art. 38334.

- « Bail rural : agissements du preneur de nature à compromettre l’exploitation du fond », Revue Droit et procédures 2001, p. 26.

- « Echanges de cultures : défaut d’information du bailleur », Revue Droit et procédures, janv. 2002, p. 22.

- « Congé à fin de reprise : appréciation des conditions de validité de l’opération », Revue Droit et Procédures 2002, p. 151.

* **Chroniques**

- Responsable de la chronique « Droit rural immobilier », Revue Trimestrielle de Droit Immobilier (2012-2016).

- Responsable de la rubrique « Présentation et qualité des produits », « Activités agricoles », « Energies renouvelables », « Contrôle des structures », au Dictionnaire permanent Entreprise agricole (depuis mars 2010).

* **Missions d’expertise**
* Organismes nationaux

- Pour l’Agence nationale pour la recherche (ANR) : en 2019, expertise du projet « COMIN » (Déclinaisons du commun : la question des enclaves minières).

- Pour les ministères de l’environnement, de l’agriculture et de la santé : membre de l’expertise collective sur « Utiliser la diversité des couverts végétaux à plusieurs échelles pour réguler les bioagresseurs et protéger les cultures », juillet 2020.

* Auditions et conseils auprès de structures publiques

- auprès du ministère de l’agriculture : consultation et demande de propositions sur la réforme du droit foncier rural et l’élaboration d’une future loi foncière (sept. 2019) ; expertise sur le statut juridique de l’agroforesterie avec rédaction d’une note d’analyse (mai 2018).

- auprès du ministère de la transition écologique : expertise pour la rédaction de fiches guides sur la mise en place des obligations réelles environnementales (mars 2018).

- auprès de la mission commune d’information parlementaire sur le foncier agricole : audition à l’assemblée nationale en mai 2018 et aide à la rédaction du rapport remis en novembre 2018.

- auprès des rapporteurs parlementaires sur l’avenir de la politique agricole commune : audition à l’assemblée nationale le 4 avril 2019.

- auprès du Conseil économique social et environnemental (CESE) : audition le 2 octobre 2019 sur la problématique « transmission et installation en agriculture ».

- auprès du Conseil général de l’alimentation, de l’agriculture et des espaces ruraux (CGAAER) : audition le 12 novembre 2019 sur « Le statut juridique de l’agriculture urbaine ».

- auprès de la mission d’information parlementaire sur le régime des baux ruraux : audition à l’assemblée nationale le 12 mars 2020 et remise d’une note d’analyse.

- auprès de la commission des affaires économiques de l’assemblée nationale : audition à distance le 12 juin 2020 sur la question du « foncier rural après la crise sanitaire ».

**Auprès d’instances régionales** :

- auprès de la Région Nouvelle Aquitaine : expertise et audition sur la gestion agricole de l’eau face au réchauffement climatique et les projets de stockage de l’eau (8 décembre 2019).

- auprès de la Communauté d’agglomération du Pays Basque : expertise sur la création d’un office public agricole (travail en cours jusqu’à avril 2020).

* **Interviews, écrits, tribunes**

- interview pour E. Lambert de FranceTV info sur « Les retenues d’eau agricole comme réponse à la sécheresse », 13 août 2020.

- interview pour L. Leclair du Monde diplomatique sur « Les nouveaux acteurs et les lieux de pouvoir sur le marché foncier français », 15 janv. 2020.

- interview pour Le Figaro, 18 sept. 2019 : « Casse-tête autour de terres agricoles du Berry vendues à un groupe chinois ».

- Interview pour Réussir, dans le cadre de l’étude « Le stockage de l’eau face au changement climatique », publiée en octobre 2019 (n° 398).

- tribune dans La France Agricole : « Réinventons notre modèle agricole », 6 févr. 2019.

- tribune collective dans le journal Le Monde, 29 mai 2018 : « Bien commun : Une réforme sage et mesurée de notre Constitution est devenue une urgence » (avec. M. Delmas-Marty, J. Rochfeld…).

- tribune dans La France Agricole : « Pour une nouvelle utopie foncière », 20 juin 2018.

- tribune dans Agriculteurs de France : « Agriculture française : par-delà le bien et le mal », n° 231, Décembre 2017, p. 6.